IN Magazine N° 183 - Janvier / Février 2019

10 janvier 2019

La colère sociale qui s'est récemment exprimée ne nous surprend pas. Nous en connaissons les raisons. De profondes inégalités se sont installées touchant à des catégories sociales de plus en plus étendues.

Alors que 358 000 familles se sont vues exonérées de l'impôt sur la fortune, 145 000 personnes sont sans domicile fixe, 9 millions vivent sous le seuil de pauvreté, 5 millions subissent la précarité énergétique.

Entre métropoles et périphéries, France urbaine et rurale, les disparités territoriales s'amplifient : inégalités d'accès avec le retrait des services publics, les fermetures de bureaux de poste, de lignes de chemin de fer et de guichets de gare, inégalités d'accès à la santé avec les déserts médicaux, les fermetures de maternités, la restriction de l'accessibilité bancaire avec les fermetures d'agences et les suppressions de distributeurs.

La fracture sociale c'est aussi la précarité de l'emploi, les dépenses contraintes en augmentation, le poids des loyers et pour beaucoup un reste à vivre insuffisant. Une part importante de la population se retrouve dans des situations d'incidents de paiement et se voit prélever des frais bancaires abusifs. Les bénéfices qu'ils génèrent pour les banques sont injustifiables et affectent gravement le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population.

Quant aux ménages qui ont pu placer des économies sur le livret A, ils constatent que l'intérêt de leur épargne est inférieur à l'inflation.

La demande de logements, et particulièrement à des loyers abordables, aurait nécessité de préserver le modèle français de logement public en capacité de les produire.

A travers la loi ELAN, le pouvoir veut en finir avec le secteur public de façon à confier l'ensemble de la réponse à la crise du logement au secteur privé et au secteur financier. En privant les organismes HLM de leurs ressources, leurs seules capacités de se financer est de vendre leur patrimoine.

Nos associations, sur tout le territoire, se sont investies dans la campagne pour les élections des représentants de locataires des bailleurs sociaux, ils seront plus nombreux qu'en 2014 pour siéger dans les conseils d'administration pour

défendre les locataires et le logement social.

Les enjeux induits par le changement climatique devraient inciter les pouvoirs publics à restaurer les dessertes SNCF sur l'ensemble du territoire, avec une politique tarifaire attractive, revenir au ferroutage des marchandises pour désengorger les infrastructures routières, ramener dans le giron de l'État les ressources des péages autoroutiers pour participer pleinement au budget national.

Les finances publiques, nationales ou territoriales, ont besoin de l'impôt pour leur financement, mais il n'y a pas de justice sociale sans justice fiscale. Il y a nécessité à réformer la fiscalité.

Notre association vous présente ses meilleurs vœux et considère que l'augmentation de votre pouvoir d'achat est prioritaire. Elle conditionne le devenir de la société française.

Christian Méchain, secrétaire national